

ANALYSE DU JOUR

Ashraf Ghani, nouveau président afghan : une administration, deux hommes, sept interrogations

23 septembre

Par Olivier Guillard, directeur de recherche Asie à l'IRIS, directeur de l'information chez Crisis 24

Initialement bien entamée pensait-on (1er tour du scrutin présidentiel en avril 2014 (1)), la première transition politique démocratique non-violente au niveau de la présidence afghane accouche, près d'un semestre plus tard (!), alors que s'annonce l'automne, d'un résultat a priori moins enthousiasmant, dans la forme autant que dans le fond. Aux commandes de la nation (pour le meilleur et pour le pire) pendant treize ans, le président Hamid Karzai connaît enfin l'identité de son successeur : conformément aux rumeurs courant d'un bout à l'autre de Kaboul ces dernières semaines, ce sera finalement son ancien ministre des Finances, Ashraf Ghani, qui prendra sa suite, à compter du 29 septembre.



La Commission électorale a rendu son verdict à l'issue d'un pénible recomptage des voix et d'un audit, de laborieuses tractations entre les deux derniers postulants à la magistrature suprême, A. Ghani et l'infortuné Abdullah. Abdullah, à nouveau (2) écarté dans la dernière ligne droite et finalement privé de présidence. Dans une formule audacieuse autant qu'instable, cet improbable binôme malmené par de longs mois de lutte électorale sera pourtant associé dans un gouvernement d'unité nationale, au finaliste malheureux revenant le "droit" (à défaut de pouvoir parler de chance) de prétendre à la fonction de Chief Executive (aux prérogatives pour l'heure encore assez floues), sorte de Premier ministre relevant de l'autorité du chef de l'Etat. Cette formule insolite – même dans l'atypique et tourmenté paysage politique afghan – apparaît comme un pari terriblement risqué et a priori plus porteur

d'incertitude et de crainte que de garantie. Ce matin, dans les rues de Kaboul, de Kandahar, d'Herat ou de Mazar-e-Sharif, c'est à minima le doute, voire le désenchantement, qui prévaut chez une majorité d'Afghans ; un sentiment somme toute légitime. Du côté de Washington, grand artisan / promoteur de ce deal contre-nature et de cette architecture bicéphale du pouvoir, un certain soulagement domine aujourd'hui (à défaut de mieux ...). Mais pour combien de temps ?

Une formule inédite dans le (tumultueux) paysage politique afghan ?

Dans une grande mesure oui ; et on ne se demande pas pourquoi... Imposée par la force des choses – à défaut de formule plus satisfaisante et faisable à court terme, en l'état des calendriers et contingences des uns et des autres - et l'autorité de certains (Washington), ce pis-aller audacieux puise son origine dans un précédent tout aussi téméraire et pourtant curieusement stable sur le moyen-terme : lors de ses administrations successives, le président Hamid Karzai s'est fait fort de réunir sous une même bannière nationale, dans son gouvernement, des personnalités appartenant à des sensibilités politiques, des lignes ethniques, pour le moins, éloignées les unes des autres, prenant même le risque de confier à ses plus sceptiques "collaborateurs" (cf. issus de la minorité tadjik persanophone par exemple) des ministères régaliens (Défense, Affaires étrangères). Un pari en l'occurrence payant sur le long terme dont s'inspirer ne saurait en définitive être totalement incongru...

Qui dispose aujourd'hui du pouvoir, de l'autorité ?

Savoir qui, de cet attelage exécutif - plus imposé (de l'extérieur) qu'appelé de ses vœux de l'intérieur – sera le patron, paraît en l'état assez clair ; si le futur *Chief Executive* (premier ministre) assurera au jour le jour la gestion des affaires courantes nationales et disposera pour ce faire des prérogatives idoines, il (A. Abdullah ou toute autre personnalité désignée par ce dernier) sera l'indiscutable n°2 du gouvernement et sera placé sous l'autorité du chef de l'Etat. Une répartition des compétences et des autorités dont s'accorde généralement mieux un régime dont les n°1 et 2 sont issus d'un même camp ; une trame, qui bien sûr, paraît plus incertaine dans le contexte post-électoral afghan, pétri de rivalités, de jalousie, de menaces et de coups bas en tous genres.

A.Ghani – A. Abdullah ; des choses en commun (tout de même) ?

Bien entendu, les deux nouvelles figures de l'exécutif afghan n'ont pas que des points de vue opposés, les éloignant l'un de l'autre à grand renfort de critiques malveillantes et d'arrière-pensées. Divers traits, positions et visions tendraient – dans une certaine mesure – à les rapprocher ; parmi ces derniers, relevons sans souci d'ordre : le fait d'avoir tous deux exercés des fonctions ministérielles sous l'autorité du président Karzai (Finances pour Ashraf Ghani ; Affaires étrangères pour Abdullah Abdullah), d'être l'un comme l'autre plutôt partisan d'une relation constructive et apaisée avec les Etats-Unis (un pays que tous deux connaissent parfaitement), d'être pareillement en faveur de la conclusion (3) d'un accord bilatéral de sécurité (*Bilateral Security Agreement* ; BSA) avec Washington, de continuer à s'opposer par la force à un possible retour des talibans, ou encore, d'appeler à une meilleure gouvernance (une idée méritante...) dans un pays rongé par un clientélisme et une corruption prédatrices.

Fraude ; le mot revient sur toutes les lèvres, des Afghans comme des observateurs étrangers. Avec raison ?

S'il n'existe qu'un consensus, c'est celui que des fraudes ont été mises en œuvre – au premier comme au second tour – dans les deux camps, sur une échelle tout sauf bénigne. Le recomptage des voix et l'audit qui suivirent le second tour (organisé à la mi-juin) confirmèrent – sans dégager de chiffres bruts montrant l'importance du phénomène – l'ampleur des infractions commises et la persistance de ce mal ayant déjà discrédité le précédent rendez-vous présidentiel, en 2009. Face à l'enjeu, la leçon de la nécessaire régularité du scrutin – et donc sa légitimité aux yeux de la population comme de la communauté internationale – n'a visiblement pas été retenue.

Qu'inspire l'issue de ce scrutin et le nouveau format politique proposé à la violente insurrection talibane ?

On ne pouvait attendre sur le sujet compliments et bravos de la part de ces islamistes radicaux combattant le (fragile) système

 Like 21 people like this. Sign Up to see what your friends like.



DANS LA MÊME RUBRIQUE

- [Analyse du jour](#)
- [Brèves](#)
- [La question du jour](#)
- [L'actualité dans le monde](#)
- [Observatoire des élections 2012](#)
- [Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe](#)
- [Pour aller plus loin](#)
- [Qui sommes-nous ?](#)
- [Video d'actu](#)
- [Il y a 2, 5, 10 ans ...](#)
- [Pour / Contre](#)
- [Ils ont dit ...](#)
- [Agenda](#)
- [Zoom sur](#)
- [Dossier](#)
- [Observatoire des élections israéliennes](#)
- [Spécial élections libanaises](#)
- [Libre cours](#)
- [Observatoire - Conférence d'examen du TNP](#)

ARCHIVES ANALYSE DU JOUR

- 23 septembre**
[Ashraf Ghani, nouveau président afghan : une administration, deux hommes, \(...\)](#)
- 18 septembre**
[Chaises musicales en Ukraine : l'Amérique latine de mieux en mieux \(...\)](#)
- 16 septembre**
[État islamique : les moyens de le combattre sans répéter les erreurs du \(...\)](#)
- 15 septembre**
[Ecosse : l'indépendance ou l'autonomie](#)
- 11 septembre**
[Embargo russe : l'économie rattrapée par la géopolitique](#)
- 10 septembre**
[L'OTAN ne doit pas être un outil diplomatique](#)
- 8 septembre**
[Brésil : pays émergé ?](#)
- 3 septembre**
[État islamique : armes et insécurités alimentaires](#)
- 1er septembre**
[Budget de défense japonais : Chine et Corée du Nord en ligne de \(...\)](#)
- 29 août**
[La question kurde au regard du désordre régional](#)

[afficher archives](#)

QUI SOMMES NOUS ?



L'IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques, centre de recherche en relations internationales, a créé son site d'informations "affaires-strategiques.info".
[Suite...](#)

BRÈVES

Alors que l'Afrique centrale a connu de nombreux remous récemment, notamment en République centrafricaine, le GRIP publie une note d'analyse étudiant le rôle du Tchad dans la stabilisation de cette région et son possible statut de puissance régionale.

[Suite...](#)

politique en place pour lui substituer— ainsi qu'ils le firent entre 1996 et 2001 — un émirat islamique. De fait, la critique des derniers événements ne fut pas longue à venir ; dès aujourd'hui, les talibans dénoncent , le pacte d'unité nationale réunissant aujourd'hui les deux rivaux d'hier orchestré depuis Washington, promettant, sans surprendre là encore, de poursuivre la lutte à la fois contre Kaboul, ses représentants, ses forces de sécurité et les 47 000 hommes de l'Otan encore présents sur le sol afghan.

Ce qui apparaît tout aussi clairement, c'est le fait que le long épisode de latence et d'incertitude entre le 1er tour du scrutin (début avril) et l'annonce hier de la Commission électorale afghane a plus que profité aux Talibans et à leur entreprise destructrice et meurtrière ; au premier semestre 2014, ces derniers ont déjà mené plus de 700 attaques, tué plus de 2.200 hommes (armée ; police) et sensiblement progressé dans les provinces méridionales et orientales du pays, à mesure que se poursuit le désengagement cadencé de l'ISAF (Otan).

In fine, comment les Afghans jugent-ils cette élection et son résultat ?

Fragmatiques, éreintés par plus de trente années de crises, de conflits et de drames en tous genres, les Afghans aspirent avant tout à la fin des hostilités, à une sorte de paix — un concept bien flou dans ce pays fébrile et malmené — ou, à tout le moins, au retour d'une certaine normalité (une idée là encore bien imprécise, difficile à appréhender pour la plupart). Pour ce faire, pour peu que l'on s'oriente vers un mieux-être, vers moins de chaos, l'identité du chef de l'Etat, la composition ethnique de son administration, la trame générale de son gouvernement, l'essentiel à court terme serait déjà à ranger dans la colonne des dividendes, la notion de long terme étant totalement inconnue, sans véritable sens, pour la plupart des citoyens de cette nation située entre l'Asie centrale et le sous-continent indien.

Cependant, après s'être probablement hâtivement réjouis des contours satisfaisants entourant le 1er tour des élections présidentielles, l'enthousiasme populaire est à présent retombé, à mesure que resurgissaient, les uns après les autres, les maux éternels affaiblissant le paysage politique national : corruption, fraude, menace, clientélisme.

La population se rendra-t-elle avec autant d'espoir et d'envie aux urnes la prochaine fois ?

L'auteur de ces lignes avait eu le privilège de prendre le pouls de la nation afghane, de ses électeurs tout fraîchement sortis des urnes, en avril dernier. D'une longue série d'entretiens auprès d'une population bigarrée ressortait un optimisme général insolite, rarement éprouvé par le visiteur, et une foi toute nouvelle en de possibles améliorations à court terme, par la seule grâce ou presque du recours au scrutin et aux bulletins de vote.

Nul doute qu'un entretien auprès des mêmes interlocuteurs, un semestre plus tard, accoucherait de commentaires moins enthousiastes et de propos plus durs à l'endroit des gouvernants, du système. Après avoir déploré un scrutin 2009 honteusement entaché de fraude, cet exercice 2014 s'avère finalement, aux yeux de nombre de votants désabusés, à peine meilleur ; pire peut-être, en cela qu'il déboucha, après un pic d'espoir printanier, en une profonde désillusion automnale, dont il sera peut-être assez long et difficile de se remettre. ■

(1) Voir la note ASIE – Perspectives stratégiques n°15, avril 2014 <http://www.iris-france.org/docs/kfm...>

(2) Cinq ans plus tôt, lors du précédent scrutin présidentiel (2009), A. Abdullah avait déjà dû renoncer à accéder à la présidence face au chef de l'Etat sortant, H. Karzai, en se retirant de la course.

(3) Aussi vite que possible après un si long retard imputable au chef de l'Etat sortant, hostile à sa signature.

Free Downloadable Videos

 worldslastchance.com

Download The Most Viewed End Time Bible Prophecy Videos Online Today!

